

Jeudi 22 février 2024

# JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES VIOLENCE INTRAFAMILIALE

À l'École nationale de police du Québec

## PROGRAMMATION

7h30	Arrivée/Enregistrement
8h15	Consignes pour la journée
8h20	Allocution ENPQ
8h30	<b>Portrait des homicides familiaux à Montréal</b> Myriam Dubé et Christine Drouin (UQAM)
9h45	PAUSE Visite des kiosques
10h15	<b>L'entrevue cognitive adaptée aux traumatismes</b> Lynne Bibeau et Jennifer Chez (SQ)
11h30	A. <b>Vers des interventions positives et inclusives</b> Cédric Lamarche (GRIS Mauricie-Centre-du-Québec) et Marie-Lee Bouchard (Chez Foufoune et GRIS Mauricie-Centre-du-Québec) B. <b>L'intervention auprès d'une personne suspecte ou auteure de VPI : Sensibiliser pour mieux responsabiliser et référer</b> Sabrina Nadeau (À cœur d'homme) C. <b>La strangulation non fatale et l'intervention policière</b> Anouk St-Onge (SPVM), Maya Ducasse-Hathi (DPCP), Caroline Tanguay (LSLML) et Cédric Aubut (SQ) D. <b>Programme Témoin Enfant</b> Karine Damphousse (CAVAC Outaouais) E. <b>Le phénomène de la violence conjugale - formation offerte au personnel du centre d'appel 911 de la Ville de Québec</b> Ricardo Hamel et Annie Chrétien (SPVQ)
12h15	<b>DÎNER</b>
13h30	Allocution MSP
13h40	<b>L'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale : Les balises de la Loi sur la protection de la jeunesse et l'importance du travail en partenariat</b> Geneviève Hudon (coordonnatrice professionnelle) et Annie Sanfaçon (chef de service AEO)
14h40	PAUSE
14h50	<b>La violence conjugale et le processus judiciaire : développements récents, attentes et collaboration entre partenaires</b> Isabelle Dorion et Maya Ducasse-Hathi (DPCP)
15h50	<b>Le contrôle coercitif au-delà du concept : regards sur la réponse policière pancanadienne et pistes de solution à explorer</b> Karine Barrette (Regroupement), Carmen Gill (UNB)
16h50	Mot de clôture et remerciements Claude Lefebvre

### 8h30 Portrait des homicides familiaux à Montréal

Cette conférence fera le point sur la recherche réalisée en collaboration avec le SPVM. Elle introduira tout d'abord, le contexte des homicides familiaux à Montréal. Le portrait de divers homicides familiaux; soit le filicide, le familicide, le parricide et le fraticide; permettra d'identifier les éléments de prévention les plus significatifs bonifiant ainsi votre analyse du risque dans les situations de violence familiale.



#### **Myriam Dubé**

Myriam Dubé est professeure à l'École de Travail social de l'UQAM. Ses expériences de recherche l'ont menée à travailler en partenariat avec les milieux de pratique dans le but de développer des projets de mobilisation des connaissances. Ainsi, parallèlement à ses recherches visant une compréhension plus approfondie des homicides conjugaux et intrafamiliaux ainsi que de la violence conjugale dans le but d'en améliorer la prévention, elle a participé à différentes études axées précisément sur le transfert et l'appropriation des connaissances. Différents outils d'appréciation du risque homicide ont donc ainsi été réalisés, à l'intérieur de recherches collaboratives, implantés et évalués dans différents

milieux de pratiques, dont notamment dans les milieux policiers, maisons d'hébergement et organismes pour conjoints ayant des comportements violents.

#### **Christine Drouin**

Christine Drouin est détentrice d'une maîtrise en criminologie de l'Université de Montréal. À titre de professionnelle de recherche à l'UQAM, elle participe à divers projets de recherche portant sur les homicides conjugaux et familiaux ainsi que sur la concertation. Elle a également participé au développement d'outils portant sur la prévention de l'homicide conjugal offert aux maisons d'hébergement, aux policiers et aux organismes d'aide aux personnes ayant des comportements violents.

Jeudi 22 février 2024

# JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES VIOLENCE INTRAFAMILIALE

À l'École nationale de police du Québec

## 10h15 L'entrevue cognitive adaptée aux traumatismes

L'entrevue policière: entrevue cognitive adaptée aux traumatismes (ECAT) a une base scientifique importante tenant compte des études sur la neurobiologie du trauma et les études sur l'entrevue cognitive. Cette approche et entrevue de victimes constitue un ajout des connaissances dans le milieu policier menant à des attentes plus réalistes concernant les réactions des victimes pendant et après une agression ou agression sexuelle, et leur capacité de rappel de l'événement. Cette compréhension crée une dynamique enquêteur/personne-victime plus empathique, prévenant la possibilité que celles-ci se sentent jugées, blâmées, mises en doute ou interrogées.



### Lynne Bibeau, Ph.D.

Lynne Bibeau, Ph. D. est psychologue judiciaire à la Sûreté du Québec au Module des sciences du comportement dont les services sont offerts aux organisations policières de la province. Il s'agit de services de soutien aux enquêtes de crimes majeurs, aux entrevues policières de victimes/témoins, aux interrogatoires de suspects, ainsi que les évaluations de la menace et du risque. Elle est sur l'équipe d'intervention/négociation policière en situation de crise et de prises d'otages. Ses fonctions incluent aussi le développement de formations spécialisées données à l'École nationale de police du Québec et des projets de recherches scientifiques. Elle est co-auteurice de quelques chapitres de livres, articles scientifiques et directrice/auteurice d'un livre sur l'évaluation de la menace et du risque dans différents contextes de violence.



### Sgte Jennifer Chez

Jennifer Chez est policière à la Sûreté du Québec depuis 2006. Préalablement à sa carrière policière, elle a complété un MBA en finance à l'Université Laval. En 2009, elle oriente sa carrière vers les enquêtes, initialement au niveau des fraudes et de la corruption. Par la suite, elle va rejoindre l'unité d'enquête des crimes contre la personne (dossiers d'homicides), et ce pour près de 5 ans, elle y sera la 4e femme à en faire partie. Au niveau de cette escouade, elle effectue des interrogatoires, et devient aussi négociatrice (équipe spécialisée/opérations policières en situation de crises avec ou sans otages). En 2017, elle rejoint le Service de la coordination des enquêtes en crimes majeurs, plus précisément le module des sciences du comportement à titre de polygraphe criminel et devient spécialiste en entrevue témoins, victimes, suspects. Depuis, janvier 2023, elle est promue sergent-gestionnaire en enquêtes et coordonne le Service de coordination des enquêtes en crimes majeurs. Elle enseigne à l'École nationale de police du Québec depuis 2015.



## 11h30 ATELIERS SIMULTANÉS

### Atelier A : Vers des interventions positives et inclusives

Cette présentation vise à introduire le lexique et les concepts fondamentaux liés à la diversité sexuelle et à la pluralité des genres. Une partie de la discussion portera sur les mythes et stéréotypes souvent associés à la communauté LGBTQ+. Nous explorerons ensuite les approches préconisées lors des interventions auprès de la communauté LGBTQ+.

#### **Cédric Lamarche (Il/accords masculins)**

Intervenant psychosocial au GRIS Mauricie/Centre-du-Québec et détenteur d'un Baccalauréat en psychoéducation et maîtrise en enseignement collégial.

Le Groupe régional d'intervention sociale (GRIS) Mauricie/Centre-du-Québec est un organisme communautaire à but non lucratif voulant favoriser une meilleure connaissance de la diversité sexuelle et de genre et faciliter l'intégration des personnes LGBTQ+ dans la société.

#### **Marie-Lee Bouchard (Elle/accords féminins)**

Travailleuse sociale Chez Foufoune et au GRIS-Mauricie/Centre-du-Québec. Détentrice d'un Baccalauréat en travail social et certificat en santé sexuelle.

### Atelier B : L'intervention auprès d'une personne suspecte ou auteure de VPI : Sensibiliser pour mieux responsabiliser et référer

Cette présentation vise d'abord à démystifier le travail des organismes sur le terrain pour mieux définir leur rôle et les limites du cadre d'intervention. Il sera ensuite question de l'approche d'intervention et d'offrir aux policiers et aux policières des pistes de stratégies utiles pour mieux dépister, sensibiliser, responsabiliser et référencer les personnes suspectes ou auteures de VPI.

Les points suivants seront abordés :

1. VPI : de quoi parle-t-on?
2. Personnes auteures : de qui parle-t-on?
3. Facteurs de risque VPI et homicide conjugal
4. Sensibilisation, motivation et responsabilisation : votre rôle?
5. Référencement



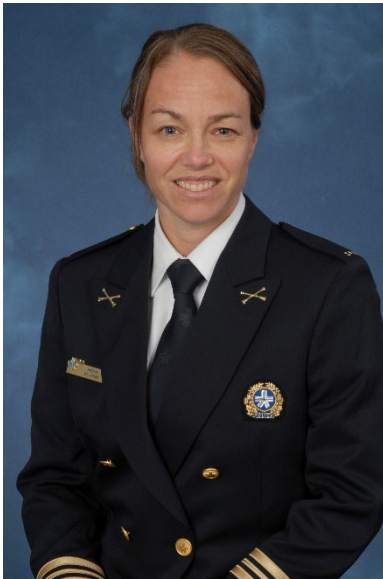
#### **Sabrina Nadeau**

Diplômée en droit de l'Université Laval en 1994, membre du Barreau du Québec de 1995 à 2000, spécialisée en droit criminel et pénal comme substitut du procureur général et comme avocate de la défense, j'ai traité plusieurs dossiers de violence conjugale et/ou sexuelle. De 2001 à 2020, j'ai travaillé en communication graphique auprès de plusieurs clients du réseau de la santé, d'organismes communautaires ou de centres de recherches universitaires comme le CRI-VIFF et le JEFAR. Intervenant en violence conjugale auprès des auteurs au GAPI depuis 2018 et directrice générale d'ACDH depuis 2019.

— Jeudi 22 février 2024 —  
**JOURNÉE D'ACTUALISATION  
DES CONNAISSANCES  
VIOLENCE INTRAFAMILIALE**  
À l'École nationale de police du Québec

**Atelier C : La strangulation non fatale et l'intervention policière**

Les objectifs de l'atelier sont d'illustrer le mécanisme physiopathologique de la strangulation, de découvrir les conséquences potentielles de la strangulation et de détecter les signes et symptômes, et ce, afin d'améliorer l'intervention policière avec une meilleure prise en charge de la victime et une meilleure documentation des faits dans son rapport.



**Anouk St-Onge**

Anouk St-Onge est commandant au SPVM et cumule 24 ans d'ancienneté. Elle a occupé diverses fonctions, et ce, dans différents secteurs de la Ville de Montréal. Elle a été instructrice au PFIG à ENPQ de 2007 à 2011. Elle a également fait une mission internationale avec l'ONU en Côte d'Ivoire en 2012 où elle occupait le poste de point focal sur le genre, elle a donc travaillé en lien avec les violences basées sur le genre, dont les violences conjugales, agressions sexuelles et mutilation génitale féminine durant un an. Officier de direction depuis 8 ans, elle est mandataire du dossier violence conjugale et intrafamiliale depuis 5 ans et elle est la responsable de la section spécialisée en violence conjugale depuis 2 ans.



**Me Maya Ducasse Hathi**

Me Maya Ducasse-Hathi est diplômée de l'Université Laval et procureure aux poursuites criminelles et pénales depuis 2013. Elle a débuté de 2013 à 2016 au sein du Bureau du directeur dans les mandats visant la prise en compte de l'intérêt légitime des personnes victimes, notamment en violence sexuelle et conjugale, et ceux touchant les privilèges de common law et pratiqué dans les dossiers d'intimidation des personnes associées au système judiciaire. Elle a pratiqué au sein du Bureau des affaires de la jeunesse de 2016 à 2019 et ainsi traité des dossiers de poursuites envers les jeunes contrevenants dans le district de Québec et de Montmagny, ainsi qu'envers les adultes pour le Bureau de Québec. Elle est en fonction au bureau des mandats organisationnels du DPCP depuis sa création. Elle est notamment responsable de plusieurs dossiers touchant la violence conjugale et de l'implantation du tribunal spécialisé au sein du DPCP. Elle représente le DPCP sur de nombreux comités internes et externes en plus d'offrir de la formation tant à des procureurs qu'à des partenaires externes, dont les organisations policières.

**Atelier C : La strangulation non fatale et l'intervention policière (suite)**



**Dr<sup>e</sup> Caroline Tanguay**

Dre Caroline Tanguay est médecin spécialisée en pathologie judiciaire au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale à Montréal (LSJML) depuis plus de 15 ans. Diplômée de l'Université de Montréal en 1999 en médecine, elle poursuit sa spécialisation en anatomopathologie à Québec dans le réseau hospitalier de l'Université Laval jusqu'en 2005. Elle débute au LSJML en 2006 où elle sera formée en pathologie judiciaire. Elle officialisera par la suite sa surspécialité en obtenant son certificat de spécialiste en pathologie judiciaire du Collège des médecins du Québec et de surspécialisation du Collège Royal des médecins et chirurgiens du Canada en 2012. Au cours de sa carrière à titre de pathologiste judiciaire au LSJML, Dre Tanguay a pratiqué plus de 2 400 autopsies et témoigné plus de 200 fois devant un tribunal. Son travail consiste à faire parler les morts pour déterminer la cause du décès et relever le maximum d'indices pouvant confirmer ou infirmer les hypothèses de l'enquête. Elle a participé à la scène de désastre de masse de Lac-Mégantic en 2013 et a passé 17 jours sur le terrain pour récupérer les restes humains. Dre Tanguay enseigne également depuis 2008, à titre de professeure adjointe de clinique à l'Université de Montréal, aux étudiants en médecine et aux résidents en pathologie. Elle enseigne également aux enquêteurs, aux techniciens en scène d'incendie et aux techniciens en scènes de crimes. Elle a aussi participé à de nombreux congrès à titre de conférencière dont celui de l'American Academy of Forensic Sciences.



**Cédric Aubut**

Le sergent Cédric Aubut occupe les fonctions de profileur criminel et géographique, ainsi qu'évaluateur de la menace au sein de la Sûreté du Québec depuis 2018. Dans le cadre de ses formations, il a reçu, entre autres, une formation spécifique sur la strangulation non fatale par le regroupement « Alliance for Hope ». Il est policier depuis 2003 et, au cours de sa carrière, il a eu la chance de travailler aux Crimes contre la Personne pendant 10 ans où il se spécialisa en entrevue de suspect et en négociation. Il a débuté son doctorat en psychologie à l'UQTR et le sujet de sa thèse porte sur l'évaluation de la menace dans le cadre de la violence entre partenaires intimes.



#### Atelier D : Programme Témoin Enfant

Le Programme Témoin Enfant du Réseau des CAVAC a été élaboré afin de préparer les témoins âgés de 5 à 17 ans à un éventuel passage à la cour. Il comprend plusieurs rencontres au cours desquelles l'intervenant travaille à diminuer les appréhensions du mineur à l'idée de rendre témoignage et à lui donner la confiance nécessaire pour prendre la parole comme témoin. Ces rencontres visent également à permettre au participant de se familiariser avec le contexte de la Cour et à mieux comprendre son fonctionnement.

Le contenu de chaque rencontre est préétabli et a été développé afin d'éviter d'influencer le témoignage de l'enfant/adolescent et de contaminer la preuve présentée devant la Cour. L'intervenante n'aborde jamais le contenu du témoignage avec le participant. Elle le prépare plutôt à son rôle de témoin, aux procédures et au langage utilisé. Il est à noter que le soutien aux parents fait partie intégrante du programme puisque ces derniers exercent une influence considérable sur la qualité de l'expérience de l'enfant/adolescent.



#### **Karine Damphousse**

Karine Damphousse est détentrice d'un baccalauréat ainsi que d'une maîtrise en criminologie de l'Université de Montréal. Elle a travaillé au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal durant 18 ans, où elle a successivement rempli les fonctions d'intervenante au palais de justice puis de responsable de l'Équipe dédiée en exploitation sexuelle. En 2014, elle a été déclarée témoin expert à la cour du Québec en matière de traite de personnes. Elle a également été syndique-adjointe à l'Ordre professionnel des criminologues du Québec entre 2017 et 2021. Madame Damphousse dispense des charges de cours depuis 2013 et elle est actuellement professeure de stage (section victimologie) à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Elle occupe depuis mai 2021 le poste de coordonnatrice provinciale du Programme Témoin Enfant au sein du Réseau des CAVAC.

— Jeudi 22 février 2024 —  
**JOURNÉE D'ACTUALISATION  
DES CONNAISSANCES  
VIOLENCE INTRAFAMILIALE**  
À l'École nationale de police du Québec

**Atelier E : Le phénomène de la violence conjugale - formation offerte au personnel du centre d'appel 911 de la Ville de Québec**

Le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) a élaboré une formation visant le personnel de la répartition, afin de bien les renseigner sur la problématique entourant la violence conjugale et sa complexité d'analyse et de détection lors de l'appel initial, et de les informer sur le processus d'une plainte, de l'appel jusqu'au procès.



**Ricardo Hamel**

Débutant sa carrière comme policier au SPVM en 1998, Ricardo Hamel reviendra à Québec en 2001 pour continuer son parcours. Il a occupé plusieurs postes tels que : membre de l'anti-émeute (5 ans), policier école, enquêteur jeunesse, négociateur, agent de désamorçage... Pendant cette période, il a pris un congé sans solde d'un an à 2 reprises pour travailler comme policier dans des villages inuits pour le Kativik Regional Police Force. Aux enquêtes depuis 2011, il occupera un poste de sergent-détective de 2015 à 2019 à l'unité des délits familiaux et agressions sexuelles et aux crimes graves de 2019 à 2022. Ricardo occupe le poste de Lieutenant Détective des Délits familiaux et agressions sexuelles depuis janvier 2023.



**Annie Chrétien**

À l'emploi du centre 911 de la ville de Québec depuis 15 ans, Annie Chrétien est à l'amélioration continue et la formation depuis les 8 dernières années. Elle a également enseigné la répartition au Cégep Beauce-Appalaches pendant quelques années et est titulaire d'une maîtrise en gestion des organisations en sécurité publique.



**13h40 L'intervention auprès des enfants exposés à la violence conjugale : Les balises de la Loi sur la protection de la jeunesse et l'importance du travail en partenariat**

La présentation permettra d'abord de mieux comprendre les principales modifications apportées à la Loi sur la protection de la jeunesse ainsi que les balises de celle-ci en regard de l'intervention en matière de violence conjugale. Quelques pistes seront ensuite proposées pour mieux répondre aux besoins des enfants exposés à la violence conjugale en travaillant en partenariat avec les différents acteurs (policiers, maisons d'hébergement pour femmes, ressources pour hommes, etc.).



**Geneviève Hudon**

Bachelière en service social, Madame Geneviève Hudon possède plus de vingt années d'expérience comme intervenante en protection de la jeunesse. Depuis 2019, elle travaille en tant que coordonnatrice professionnelle au sein de la Direction de la protection de la jeunesse du CIUSSS de la Capitale-Nationale, de même que comme gestionnaire par intérim au secteur de l'urgence sociale et de l'équipe centralisée des immédiats.

À titre de coordonnatrice professionnelle, Mme Hudon agit comme pivot en violence conjugale au sein des équipes de l'évaluation-orientation en guidant les intervenants dans la mise en place de pratiques adaptées afin d'assurer la protection des enfants exposés à la violence conjugale. Elle est impliquée dans le partenariat avec les différents organismes engagés auprès des clientèles concernées (Maisons d'hébergement pour femmes, services pour hommes, etc.). De plus, elle contribue au développement des pratiques par le biais de son implication à des communautés de pratique en violence conjugale, par sa participation à la production du guide de pratique clinique : Repérage et analyse des situations d'exposition à la violence conjugale signalées en protection de la jeunesse et par différentes actions auprès des professionnels de la direction dans la diffusion des interventions privilégiées en contexte de violence conjugale.



**Annie Sanfaçon**

Détentrice d'un baccalauréat en service social, d'un microprogramme en abus sexuel et d'un microprogramme de deuxième cycle en thérapie familiale et conjugale, Madame Annie Sanfaçon est à l'emploi de la Direction de la protection de la jeunesse de Québec depuis 2005. Son parcours d'intervenante s'est principalement déroulé au secteur de l'évaluation-orientation où elle agit d'ailleurs comme gestionnaire depuis 2019.

Elle s'implique dans différents mandats, notamment, elle agit pour sa direction comme gestionnaire pivot du partenariat en violence conjugale, elle est la personne de référence pour les cellules d'intervention rapide dans les situations à haut risque d'homicide, participe à la Table carrefour en violence conjugale et anime les comités de partenariat avec les Maisons d'hébergement pour femmes. Elle a su développer, au fil des ans, une expertise en analyse du risque et en développement des meilleures pratiques de collaboration.

## 14h50 La violence conjugale et le processus judiciaire : développements récents, attentes et collaboration entre partenaires

Nous aborderons les développements juridiques et législatifs récents ainsi que le développement des meilleures pratiques aux infractions commises dans un contexte de violence conjugale. Nous reviendrons sur le rôle des policiers dès la première intervention, et ce, jusqu'à la peine pouvant être imposée dans un dossier.



### Me Isabelle Dorion

Me Isabelle Dorion est diplômée de l'Université de Sherbrooke et procureure au DPCP depuis 2013. Elle a débuté sa pratique au sein de l'équipe du Bureau de l'Est du Québec dans le district de Bonaventure. Elle a, par la suite, intégré l'équipe du DPCP à Sherbrooke où elle a exercé ses fonctions pendant 9 ans. Durant ces années, elle a notamment été responsable du district de Mégantic en tant que procureure. Elle a rapidement développé un intérêt particulier pour les dossiers impliquant des crimes contre la personne, particulièrement ceux se déroulant dans des contextes de violence sexuelle et conjugale. Me Dorion a traité des dossiers devant plusieurs instances, soit la Cour du Québec, la Cour supérieure avec jury et la Cour d'appel. Me Dorion rejoint le Bureau des mandats organisationnels en janvier 2023, à titre de coordonnatrice provinciale en matière violence conjugale. Elle dirige notamment les travaux de la Communauté de savoir en violence conjugale et ceux visant à assurer la mise en œuvre des différentes mesures gouvernementales en VC. Elle représente le DPCP sur de nombreux comités en plus d'offrir de la formation tant à des procureurs qu'à des partenaires externes tels le Barreau du Québec et les corps policiers.



### Me Maya Ducasse Hathi

Me Maya Ducasse-Hathi est diplômée de l'Université Laval et procureure aux poursuites criminelles et pénales depuis 2013. Elle a débuté de 2013 à 2016 au sein du Bureau du directeur dans les mandats visant la prise en compte de l'intérêt légitime des personnes victimes, notamment en violence sexuelle et conjugale, et ceux touchant les privilèges de common law et pratiqué dans les dossiers d'intimidation des personnes associées au système judiciaire. Elle a pratiqué au sein du Bureau des affaires de la jeunesse de 2016 à 2019 et ainsi traité des dossiers de poursuites envers les jeunes contrevenants dans le district de Québec et de Montmagny, ainsi qu'envers les adultes pour le Bureau de Québec. Elle est en fonction au bureau des mandats organisationnels du DPCP depuis sa création. Elle est notamment responsable de plusieurs dossiers touchant la violence conjugale et de l'implantation du tribunal spécialisé au sein du DPCP. Elle représente le DPCP sur de nombreux comités internes et externes en plus d'offrir de la formation tant à des procureurs qu'à des partenaires externes, dont les organisations policières.

Jeudi 22 février 2024

# JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES VIOLENCE INTRAFAMILIALE

À l'École nationale de police du Québec

15h50 Le contrôle coercitif au-delà du concept : regards sur la réponse policière pancanadienne et pistes de solution à explorer

La perception de ce qui constitue une violence conjugale pour les policiers et policières de première ligne et les limites des outils d'évaluation du risque peuvent influencer le parcours des victimes. Quelle est la réponse actuelle de la gendarmerie à travers le Canada? Quelles sont les meilleures pratiques de dépistage et de documentation des comportements contrôlants et coercitifs? Comment développer l'alliance avec la victime afin de recueillir toutes les informations utiles et mieux la soutenir durant l'intervention? Cette présentation sera l'occasion de souligner le travail amorcé depuis 2020 et la création du Centre canadien de police contre la violence entre partenaires intimes.

**\*Avis aux participants policiers : Il est recommandé d'avoir visionné au préalable le webinaire « Violence conjugale : Webinaire sur le contrôle coercitif », accessible à partir de votre compte sécurisé (« Mon dossier ») sur le Carrefour de l'information et du savoir (CIS) de l'ENPQ.**



**Karine Barrette**

Membre du Barreau du Québec depuis 2005, Me Karine Barrette intervient à titre de chargée du projet « Amélioration de la pratique judiciaire » au sein du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale. En plus de la mobilisation des instances nationales et de représentations politiques, ce rôle lui a permis de sensibiliser, avec ses collègues, plus de trois milliers d'acteurs et actrices sociojudiciaires au concept de contrôle coercitif au Québec et en Europe, notamment auprès de nombreux corps policiers.



**Carmen Gill**

Carmen Gill est professeure titulaire au département de sociologie de l'université du Nouveau-Brunswick. Elle travaille en partenariat avec les services de police au Canada. Les recherches de Mme Gill se concentrent sur l'intervention policière en matière de violence conjugale, l'homicide conjugal et le traitement des victimes et accusés par le système judiciaire. Carmen Gill dirige présentement un projet de recherche nationale qui s'intitule: Contrôle coercitif, évaluation des risques et preuve de violence entre partenaires intimes : intervention de la police en partenariat avec l'Association canadienne des chefs de police, l'École nationale de police du Québec et le Réseau canadien du savoir policier. Elle a dirigé le développement d'un Cadre national d'action policière collaborative en matière de violence entre partenaires intimes.

RÉSUMÉS ET BIOGRAPHIES